

de l'engagement, du déplacement ou du congédiement d'un ouvrier, la décision du directeur ne pourra pas être suspendue au cas où la cellule communiste ou l'organisation syndicale (comité ouvrier) seraient d'une opinion contraire à celle de la direction. Elles ne pourront que signaler cette divergence d'opinion aux organes communistes syndicaux ou économiques supérieurs.

« Les droits des comités ouvriers. —

Les organisations syndicales, tout en défendant les intérêts économiques et culturels des ouvriers, devront collaborer énergiquement à l'accroissement de leur rendement. En aucun cas, ils ne devront s'ingérer dans le travail de la direction, ni mettre obstacle à l'activité de celle-ci.

« Le rôle des cellules communistes »

— Les cellules communistes qui sont « l'appui du parti dans les entreprises industrielles » devront user de toute leur influence pour affirmer le principe de l'unité de direction et de l'autorité du directeur. Elle ne devront pas contre-carrer les ordres de l'administration dans le domaine technique, et devront éviter notamment d'imposer à la direction la nomination de personnes déterminées à des postes vacants dans l'administration de l'entreprise.

« D'autre part, les cellules communistes devront veiller à ne pas suppléer le comité ouvrier, notamment, elles éviteront soigneusement de s'ériger en organes de conciliation et d'arbitrage ou d'examiner les plaintes éventuelles des ouvriers.

« Le parti communiste attache une importance particulière à ce que « les organisations communistes et syndicales répètent constamment aux ouvriers que toutes les mesures prises par l'administration pour consolider la discipline du travail, relever le rendement individuel, réduire les frais généraux et rationaliser la production sont commandées par le parti communiste, le gouvernement des Soviets et les syndicats professionnels, et sont destinées à améliorer la situation de la classe ouvrière et à renforcer la dictature du prolétariat. »

Commentant cette décision, les *Izvestia* écrivent :

« L'importance de l'arrêté pris par le comité central du parti communiste réside dans la déclaration catégorique que la responsabilité de la bonne marche de l'entreprise incombe entièrement à l'administration, c'est-à-dire au directeur, qui doit être à même d'user de tous les droits qui lui sont conférés pour le développement de la production. Toute nomination, tout déplacement, congédiement, etc., du personnel administratif et technique pourront être discutés par les organes ouvriers de l'entreprise, mais seront appliqués sans que ces organes les approuvent nécessairement. Ni la cellule communiste, ni l'organisation syndicale, ni aucune autre organisation publique n'auront le droit de suspendre l'exécution des ordres du directeur. »

Ainsi, cellules communistes, comités d'entreprises, syndicats, ne sont plus des organes de contrôle au service de la classe ouvrière, mais des auxiliaires de l'administration.

Ceux qui forment les « cadres » de cette administration et que Staline appelle l'élite intellectuelle et technique de la classe ouvrière russe, disposent

donc et du contrôle de tous les rouages politiques et de la direction de toute l'économie. Les travailleurs n'ont plus que le droit de suer de la plus-value pour cette nouvelle élite. Vouloir refuser à celle-ci le caractère d'une classe indépendante et dominante : c'est fermer les yeux devant la réalité.

Ce qui empêche de nombreux camarades de comprendre que l'Etat russe n'est plus un Etat prolétarien, c'est leur croyance qu'une économie nationalisée est anticapitaliste et donc prolétarienne. Une telle conception qui n'envisage que la forme et non le contenu de l'économie passe à côté de la réalité. La question qui décide du caractère de classe d'une économie n'est pas celle de la forme étatique ou privée de la propriété, mais celle de la plus-value. Qui dispose de celle-ci, celui qui la produit ou non ? Si, premièrement, la plus-value ne revient pas au producteur et si, deuxièmement, le montant de la plus-value n'est pas moindre dans l'économie étatisée, nous avons affaire à des exploités et des exploités. L'économie nationalisée et planifiée mais sans contrôle ouvrier, ne peut donner un caractère prolétarien à l'Etat.

Au moment de sa formation la nouvelle classe de bureaucrates a puisé largement dans les meilleures couches du prolétariat. Comme toute classe privilégiée elle tend maintenant à se stabiliser et à devenir plus fermée. Dans « *The Yogi and the commissar* », A. Koestler donne les détails suivants :

« La nouvelle constitution de 1936 a rétabli l'inégalité depuis la naissance. L'héritage a, de nouveau, été rendu légal, et le droit de disposer sans restriction de la propriété par testament a été garanti à chaque citoyen. L'assurance-vie a été aussi réinstituée. Les citoyens aisés sont encouragés par des prospectus du trust d'Etat d'Assurance, à signer des contrats ; la prime minimum est fixée à cinq mille roubles ; elle est payée en cas de mort aux héritiers. »

« Naturellement l'égalité complète à la naissance devait rester plutôt théorique aussi longtemps que subsistait l'inégalité de revenu des parents. C'était inévitable pendant la période transitoire allant de la « Première étape vers le Socialisme » (chacun travaillant selon ses capacités et étant rétribué selon son travail) à la seconde étape (chacun travaillant selon ses capacités et étant rétribué selon ses besoins, c'est-à-dire en tenant compte du nombre de ses enfants, de ses plaisirs préférés, etc.). Pas même la critique la plus puriste ne pouvait s'attendre à un bond soudain vers l'égalitarisme total. Mais on avait le droit de compter, de la part d'un régime évoluant, bien que lentement, vers un but socialiste, sur des efforts pour minimiser les effets sur l'enfant de l'inégalité inévitable chez les parents, pour empêcher que le privilège s'établisse dès le berceau. La politique soviétique a pris exactement le cours opposé. L'héritage a été rétabli, l'assurance sur la vie encouragée ; par-dessus tout, les enfants des gens haut placés sont dotés de gratifications en espèces de l'Etat, jusqu'à ce qu'ils aient grandi. Je note seulement un exemple : « A la mort d'un inventeur d'appareil d'avion, non exécuté, le camarade N.-M. Polikarpov, héros du travail socialiste, député au Soviet suprême de l'U.R.S.S., à la suite d'une grave maladie, le gouvernement soviétique a décidé de verser une gratification de

cent mille roubles à la femme et à la fille de Polikarpov, et des pensions de mille roubles par mois à sa femme pour la vie, de cinq cents roubles par mois à sa fille, jusqu'à la fin de ses études, de quatre cents roubles par mois à sa sœur pour la vie. » La jeune Mlle Polikarpov grandira ainsi dans une famille dont les trois membres touchent un revenu mensuel non gagné de plus de trois mille roubles, plus un capital de cent mille roubles en cas de besoin. Si elle était née dans une famille ordinaire d'ouvrier russe et si son père était mort de vieillesse ou d'accident, alors elle grandirait dans une famille ayant un revenu mensuel de trente à soixante-quinze roubles, au lieu de trois mille.

Ainsi l'inégalité ne concerne pas seulement les adultes salariés, mais est portée jusque dans la nursery par une politique délibérée du régime. Les enfants, en Russie soviétique, grandissent, riches et pauvres, comme dans les pays capitalistes. Le premier rempart contre le privilège héréditaire est tombé quand la nouvelle constitution a sanctionné l'héritage de la propriété ; le second et plus important rempart est tombé quand la gratuité des études a été abolie par l'introduction du paiement pour l'enseignement supérieur ou primaire.

Le décret du 2 octobre 1940 a fixé le prix de l'enseignement pour les écoles secondaires (techniques, normales, agricoles, médicales, etc.) à 150 ou 200 roubles par mois, pour les universités de 300 à 500 roubles. Les prix pour le premier trimestre doivent être payés dans un délai d'un mois à partir de la promulgation de la nouvelle loi ; six cent mille étudiants de parents pauvres, qui ne pouvaient pas payer le prix, durent quitter l'école.

Ainsi, l'enseignement élevé (à partir de la quinzième année) est devenu le privilège des enfants dont les parents peuvent payer : c'est-à-dire la bureaucratie, la technocratie et la nouvelle « intelligentsia ». Ce développement a commencé longtemps avant l'introduction du paiement direct. Jusqu'en 1932, un minimum de 65 0/0 des étudiants des collèges d'ingénieurs et des écoles techniques devaient être des ouvriers manuels ou les enfants d'ouvriers manuels.

Ces citations montrent clairement que la bureaucratie n'est pas seulement une excroissance, un chancre sur le corps de l'Etat ouvrier, mais une véritable classe qui tire ses ressources de l'exploitation du prolétariat.

Et d'autres exemples ne manquent pas :

« Vous pouvez, en U.R.S.S., avoir des domestiques attachés à votre personne, un chauffeur, par exemple, qui conduit votre voiture, vous lui donnez un traitement fixe, il n'y a là qu'une chose très régulière. Les domestiques appauvrissement et n'enrichissent pas. »

« L'épargne existe en U.R.S.S. Partout sont ouvertes des caisses d'épargne qui recueillent les dépôts d'argent et payent des intérêts à leurs titulaires. »

« L'intérêt payé aux épargnants est d'environ 3 à 5 0/0. Les sommes épargnées sont transmissibles par héritage. »

(*La Propriété privée en U.R.S.S.*, Paul Augier, France-U.R.S.S. — Comité de Nice, 9-10-1945.)

La religion, moyen traditionnel d'asservissement des classes possédantes,